



Infos et actions - Bulletin des Comités Locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Edito

Que ce soit pour Geneviève la courageuse et téméraire militante d'Attac blessée par une charge de policiers à Nice samedi 23 mars dernier (ils ont sans doute atteint le point « G » !), ou pour tous-tes autres militants-tes associatifs/ lanceur-seuses d'alerte/ syndicalistes ou simples quidams, nous pourrions modifier la devise Républicaine sur le fronton de nos mairies : Répression/Baston/Hospitalisation.....et remplacer le drapeau National tricolore par Le drapeau (arc en ciel) de la « Plaie »,,,,,

Sur invective du gouvernement, le Ministère de la santé a pris des mesures drastiques afin d'éradiquer la pandémie de « fièvre-Jaune » dont Manu semble impacté. Un traitement d'Urgence lui a été prodigué : il serait sous « anti-Répresseur... ». Phénomène nouveau, la bande à Castaner (*de mauvaises langues le surnomme « castagner ! » il n'a pourtant rien à voir avec Ben-alhah...akbar*) mettrait en place des formations spéciales « géria-triques » (rien à voir avec le matraquage ou un quelconque casse-tête Niçois....) pour ses troupes de « Playmoflics » afin de s'occuper avec bienveillance des « têtes-blanches » prétendants à la carte senior qui vont se mêler en toute inconscience à de dangereux activistes déguisés en « gilets-Jeunes » plutôt que de s'adonner sagement aux après-midis « Thé-dansant », Belote, ou Sudoku ! »

Nous avons appris récemment et avec soulagement que notre délinquante demoiselle de 73 ans (qui n'est pas « d' Avi-GNON ») avait quitté le service des Urgences de l'hôpital suite à ses multiples traumatismes crâniens et ses 5 côtes cassées, pour une maison de convalescence. L'enquête préliminaire sur l'origine des blessures de Geneviève vient d'être confiée en toute transparence et impartialité à la compagne du commissaire chargé des opérations policières le jour de la manif ! Nous ne savons pas à l'heure qu'il est, s'il sera proposé à notre camarade un stage de rattrapage de « poings »de bonne-conduite : Nous lui souhaitons le plus prompt rétablissement et nous vous encourageons tous et toutes à poursuivre nos résistances dans la paix et dans la bonne humeur .

ATTAC 87 vient de lancer une souscription-solidaire afin de pouvoir offrir à Geneviève 2 places de concert pour assister à un prochain concertde « super-trempe !! »

L'ouverture d'esprit n'est pas une fracture du crâne. ...disait Pierre Desproges

| Mai - Juin 2019 | |
|-----------------------------------|--------|
| Bimestriel - N° 109 | |
| Sommaire | Page |
| Edito | 1 |
| Retour AG ATTAC23 | 2 |
| 24 Mai : conférence T. BRUGVIN | 2 |
| La 5G ? | 3 |
| Elections chambres d'agriculture | 4 |
| De la ZAD aux Gilets Jaunes | 5 à 7 |
| Elections européennes | 7 à 8 |
| DOSSIER FERROVIAIRE | 8 à 10 |
| Livres Attac | 10 |
| Action McCrado | 11 |
| Appel à dons : G. LEGAY | 12 |
| Détail journée de formation 25/05 | 12 |
| Agenda | 12 |

L'assemblée générale s'est tenue en présence de 8 adhérents dont 5 membres du CA (9 excusés). Conditions de circulation difficiles ! Elle était précédée d'une conférence de presse avec des journalistes de l'Echo et de La Montagne.

Le rapport moral présenté par Anne Bonnérat et Nicole Lacôte-Chagnon, le rapport financier et le rapport d'activités 2018 par Valérie Wallemacq (en l'absence du trésorier Jean-Pierre Lemenant empêché par la neige), ont été approuvés à l'unanimité.

Composition du CA :

Mandat en cours : Marc Bricard, Gisèle André, Daniel Bury, Anne Bonnérat.

mandats renouvelés: Nicole Lacôte-Chagnon, Jean-Pierre Lemenant, Monique Royer, Jaime Ortega, Valérie Wallemacq.

Débat mouvant sur le RIC

La forme n'est pas adaptée à un petit nombre de participants ; la phrase volontairement clivante était : « Le RIC améliore le système démocratique ». Elle a atteint son but puisque les débatteurs étaient exactement partagés. Après échange d'arguments, il semble, sans que cela soit une conclusion, que les participants seraient « pour, sous conditions »

Projets 2019 :

Pressés par le temps nous avons seulement énuméré les diverses propositions de mobilisations locales et les campagnes Attac :

- " Nous voulons des coquelicots", fabrication de badge, rassemblements devant la mairie (Guéret?) le 1er vendredi du mois à 18h30. <https://nousvoulonsdescoquelicots.org/>
- Organiser une réunion avec intervenant en lien avec la campagne #pasavecnotreargent, pour faire le lien entre changement climatique et placements financiers (LDDS)
- renouveler une action « banques »
- faire de la Creuse un territoire "ciel étoilé" comme le Morvan ! Donc faire respecter la loi et aller plus loin dans l'extinction des lumières parasites.

Discussions reportées à la prochaine réunion lorsque nous serons plus nombreux pour décider.

La soirée s'est terminée rapidement autour d'un repas partagé afin que chacun regagne son domicile très lentement !

24 mai 2019 - conférence/débat Thierry Brugvin (ATTAC, MDH, Artisans du Monde)

« Crise de la démocratie ? Crise des démocraties ? Quel avenir? »

De la Hongrie au Brésil, nous assistons à l'avènement de démocraties autoritaires (appelées « il libérales » ou « démocraties ») suite à des campagnes populistes prenant pour cibles des causes extérieures aux difficultés de ces pays ou s'appuyant sur des analystes simplistes. La concentration des richesses, la croissance des inégalités, la globalisation financière et la puissance des multinationales provoquent un déséquilibre de la représentation et des droits politiques remettant en cause les principes démocratiques les plus élémentaires. Enfin les questions sur l'avenir de l'humanité et de la planète (inégalités, régulation du commerce international, création d'un système financier international, protection des ressources naturelles, de la biodiversité,...) dépassent le cadre des États, posent la question d'une opinion publique mondiale et du pouvoir des peuples.

- A

partir de ses travaux, Thierry Brugvin esquissera des analyses et des pistes pour concevoir les fon-

dements d'une démocratie mondiale le VENDREDI 24 MAI 20 H à l'IF à Limoges (8 Rue Charles Gide, 87000 Limoges)

Il animera sur inscription le samedi 25 mai à l'ENEP à Panazol, une formation intitulée « **La démocratie associative, une exigence et une condition du renouveau des associations et du modèle associatif ?** »

Thierry Brugvin, enseignant chercheur et docteur en sociologie, membre du conseil scientifique d'ATTAC auteurs et coordonnateurs de plusieurs ouvrages sur l'action des mouvements sociaux transnationaux dans la régulation démocratique du travail, du commerce éthique, équitable et de l'écologie sociale, ainsi que sur l'influence cachée des pouvoirs économiques internationaux sur le pouvoir politique.

Voir également la formation du samedi : article en fin de bulletin

La 5G : c'est quoi ?

Demain nos appareils du quotidien seront tous connectés, (réfrigérateur, voiture, télévision, sèche cheveux, montre, brosse à dents, compteur d'eaux, gaz, électrique le Linky, ...), afin de justifier de l'efficacité optimale de ces produits, on nous dit qu'il faut absolument installer le réseau de communication de 5ème génération, qui sera omniprésent (école, hôpitaux, habitat....)

Mais est ce nous, consommateurs, qui réclamons ces produits ? Non, ils nous sont proposés comme étant indispensables à l'amélioration du confort, pour aller plus vite...

Ce sont les lobbys qui dans une quête incessante financière et de pouvoir vont nous dire ce qu'il nous faut pour être heureux.

Alors arrêtons nous cinq minutes pour réfléchir. Que vont nous apporter sur un plan social, économique, écologique, sanitaire, individuel, et collectif les nouvelles technologies et le déploiement de la 5G, qui fonctionne sur un réseau 100 fois plus puissant ?

De consommateur on passe à esclave puis à produit, plus on émet de données via les appareils connectés, plus on connecte nos comptes, plus on alimente l'usine des données de l'exploitation, et plus il est facile de nous surveiller, d'orienter nos choix, nos opinions, nos habitudes, c'est un problème qui touche à nos libertés, aux droits de l'homme.

Les Smartphones et autres objets connectés sont très polluants à la fabrication. Aussi pour stocker la masse considérable de données qu'ils peuvent contenir, il faut fabriquer d'autres serveurs, (Google en possède 900 000), les plus gros alimentés en charbon. Il faut également des satellites supplémentaires...

Imaginez la manne financière, surtout que votre téléphone 4G même s'il fonctionne très bien sera bientôt obsolète : plus de mise à jour, il faudra se procurer le petit dernier à seulement 1000 euros.!!!! Ainsi la surveillance de masse voir de contrôle via les ondes (car la 5G à la même fréquence que le cerveau humain), pénalise la liberté

d'expression et normalise le comportement des individus.

Mais il y a plus grave encore, concernant les micro ondes qui seront diffusées en permanences pour la 5G, grâce à des antennes tous les 100 mètres devant chez vous, à hauteur de regard, en plus ça va être super moche!



240 scientifiques de 40 pays différents alertent sur la dangerosité de ce réseau qui pourrait provoquer cancer, crise cardiaque, hyperactivité.... Aux états unis, des sénateurs se battent pour faire enlever ces antennes, aux Pays-Bas des centaines d'oiseaux et d'insectes sont morts en quelques jours, l'OMS dit que c'est un cancérigène possible (<https://www.actu-environnement.com/ae/news/5g-telephone-risques-saintaires-alerte-robin-toits-29640.php4>).

Pour finir avec une bonne nouvelle, la ministre de l'écologie en Belgique Céline Fremault a interdit la 5G à Bruxelles, elle dit, je cite: *"Je ne peux pas accueillir une telle technologie, si les normes de radioprotection qui doivent protéger le citoyen ne sont pas respectées. 5G ou non, les Bruxellois ne sont pas des cobayes, pour lesquels je ne peux vendre la santé à profit, nous ne pouvons rien laisser au doute"*.

Il y a des pétitions mondiales en ligne, vous pouvez aussi contacter le conseil départemental, puisque les réseaux de télécommunications sont privatisés comme à Limoges où SFR a récupéré le réseau câblé pour y faire passer la 5G dans un avenir proche, au niveau national aussi c'est SFR, Free, Orange,...., qui gèrent tout ça, merci!

Angélique

Comme vous le savez ATTAC 87 (*comme Attac National d'ailleurs*) partage de nombreuses valeurs avec la Confédération Paysanne qui promeut une véritable Agriculture Paysanne de proximité, la promotion des circuits courts, la vente directe, des méthodes agricoles plus vertueuses et durables afin de protéger la santé des consommateurs comme celle des producteurs, mais surtout préserver la qualité des sols et les terres nourricières en gardant l'objectif d'une rémunération «équitable» pour nos paysans. ATTAC s'évertue à défendre les valeurs d'une agriculture non-productiviste, soutient énergiquement les luttes contre l'accaparement des terres agricoles et contre la spéculation foncière, les luttes contre les fermes-Usines et les élevages industriels, la mal-bouffe, les importations d'aliments ou d'animaux OGM : L'association Nationale « Les Amis de la Conf' » est composée de nombreux militants d'ATTAC, qui partagent également toutes ces valeurs (*sortie des pesticides et des Néonicotinoïdes*) : ces convergences d'idées et de valeurs servent de relais entre les Agriculteurs et les Consomm' Acteurs toujours dans l'intérêt général et le bien commun, sans aucun objectif de profits et ni de spéculation ! Malheureusement les systèmes productivistes et les politiques agricoles en cours jusqu'à dernièrement étaient dirigées de manière institutionnelle et monopolistiques par le syndicat productiviste dominant la FNSEA (*de feu Xavier Belin*) qui tenait une grande partie des chambres d'agriculture, de pas mal de coopératives agricoles comme viticoles, jouait de ses influen-

ces sur certaines banques (*e Crédit La Bricole*) influait (*le mot est faible*) sur les choix en terme de politiques agricoles Françaises comme Européennes et exerçait un Lobbyisme exacerbé sur les personnalités politiques influentes (*l'évasion fiscale fait aussi partie intégrante du système...*) ainsi qu'auprès des instances agricoles et/ou administratives.....car la plus grosse partie de la PAC (*Politique Agricole commune*) tombe dans l'escarcelle des gros céréaliers ou spéculateurs fonciers, au détriment de nos petits producteurs locaux, sans oublier les laissés pour compte qui ont fait le choix courageux de produire ou se convertir à la BIO ! Notre beau Limousin ne fait pas exception, lieu historique de la «Chiraquie» et jusque là fief de la FDSEA qui vient « d'exploser en vol ! ». Si cette situation peut nous soulager de la sortie de ce véritable système doctrinaire, faut-il s'en réjouir pour autant ? Si le climat social qui s'agite depuis quelques mois déjà revêt des couleurs de jonquilles, attention toutefois au changement de couleur, car comme pour la cervoise « la Brune » pourrait révéler un goût d'amertume prononcé : il n'est pas de notre intention de prêter à l'amalgame et encore moins à la stigmatisation mais si La CR (*Coordination Rurale*) a remporté brillamment les élections chambres en Haute-Vienne à la surprise générale, il va falloir rester particulièrement vigilant : ce qui s'est passé du côté de Sivens (*Tarn & Garonne*) voici quelques temps est aussi révélateur du climat politique et de l'ambiance délétère dans certaines campagnes : la FDSEA tout comme

la CR étaient à l'œuvre pour faire le ménage et «éloigner» les gêneurs : militants activistes et autres indésirables Zadistes.....De véritables «milices» s'étaient organisées et intervenaient violemment sous le regard et la bienveillance (*parfois la complicité*) des forces de l'ordre voir l'assentiment de certains Préfets ! Des actions similaires sont justement en train de se dérouler pas très loin de chez-nous du côté de Caussade (82) .

Au niveau National la Confédération Paysanne dépasse la barre symbolique des 20% et sort renforcée de ces élections aux chambres d'agriculture. Dans plus de 50 départements, toutes régions confondues, les scores des Confédérations

AGRICULTEUR AU CHAMP AGRICULTEUR AUCHAN



paysannes sont en hausse. Cette dynamique se traduit aussi là où des Confédérations paysannes dépassent le seuil des 10%, synonyme de représentativité dans les instances décisionnaires du monde agricole. Par ailleurs, les paysan-ne-s ont majoritairement fait le choix de ne pas s'exprimer lors de ces élections. Ce désintérêt est le résultat d'une politique de gestion FNSEA-JA qui ne répond pas à leurs préoccupations ni à leurs attentes et qui les conduit dans une impasse économique, sociale et environnementale. (ça vous rappelle autre chose ?)

Donc si la FNSEA a fait long feu chez-nous, nous sommes heureux de constater la stabilité de la Confédération Paysanne Haute-Vienne qui conserve ses deux sièges : Félicitations à Christelle la seu-

le et courageuse élue « Femen » et en BIO s'il vous plaît !! Toutefois il va falloir rester vigilants , solidaires et mobilisés : les sommes dédiées aux syndicats agricoles sont consécutives et proportionnelles au nombre de représentants-tes élus-ues lors de ces élections, d'où la force «politique» que ces dernières peuvent représenter dans les choix et orientations locales. ATTAC se doit de servir d'interface auprès de la société civile à travers les habitudes de consommations, informer, prévenir, relayer, conseiller et responsabiliser nos achats alimentaires qui déterminent «in fine» ce que l'on peut trouver dans nos champs comme dans nos assiettes, si nous ne voulons pas nous non-plus finir« Hors-sols »

Jipé

De la ZAD de NDDL aux Gilets Jaunes : un vécu partagé du meilleur... et du pire

Le mouvement anti-aéroport dans son ensemble, et « la zad » en particulier, ont servi, pour les luttes, de terrain d'expériences sur de nombreux aspects, ces dernières se retrouvant, de manière limpide, dans l'actuel mouvement dit « des gilets jaunes ». Des passerelles sont à construire.

D'abord le meilleur : la zad a mis en avant l'importance de l'occupation d'un territoire pour visibiliser une lutte et pour l'ancrer dans la durée. L'« appel des habitants qui résistent » à occuper la « zone à défendre » trouve un écho dans l'appel, par les Gilets Jaunes, à l'occupation des ronds-points, espaces publics sur lesquels nous n'aurions plus le droit, paraît-il, de stationner, de même que la simple fréquentation de lieux de la zad était illégale.

L'obligation du gilet jaune dans les véhicules a doté les victimes de ce monde macronique et ubuesque, non seulement d'un formidable outil de visibilité, mais encore d'un symbole de ralliement à la révolte. Pour tous ceux et celles qui sont victimes du mépris et des attaques des puissants, le simple geste d'enfiler un GJ devient ainsi autant un acte de résistance qu'un appel à toutes les personnes de leur entourage soumises à la même oppression. Encore plus efficace que le fait d'enfiler une capuche ou une cagoule sur la zad...

Bien au-delà de la simple défiance vis-à-vis des structures dites représentatives (partis, syndicats...) et du refus des chefs ou des représentants auto-désignés, la volonté d'une organisation horizontale de la lutte, le souci de permettre à chacun.e de prendre la parole, la pratique des assem-

blées générales pour prendre des décisions ouvrent un imaginaire sur d'autres perspectives politiques, sur ce que pourrait être la démocratie, tant sur la zad que parmi les G.J.

La construction sur la zad de lieux d'échanges, de partages de savoirs se retrouve pleinement dans ce qui s'est vécu et continue à se vivre sur des ronds points ou des lieux tels que la Maison du Peuple à Saint-Nazaire. Tous et toutes parlent de leur sortie de l'isolement (et même parfois de la déprime...) par le miracle d'un café chaud partagé, d'une barricade tenue ensemble ou d'une longue après-midi à battre le pavé en ville, sous les pluies de lacrymos ou autres grenades.

Sur la conduite pratique des luttes, les cibles sont soigneusement choisies tant par les « zadistes » que par les Gilets Jaunes : vitrines de banques ou distributeurs automatiques de billets, celles de boîtes d'intérim, de lieux d'hyper luxe ou de temples de la consommation...

Ce que le pouvoir veut sauvegarder, c'est le libéralisme, (ou le capitalisme financier, fondé sur la lutte de tous contre tous) et pour cela il s'attaque au vivre ensemble. Le développement de la lutte et la solidarité sont inacceptables aux tenants de l'ordre établi, c'est ce qui les panique, et leur fait mobiliser tous les moyens de communication et de propagande à leur botte, surtout ceux des grands médias.

Car il faut quoi qu'il arrive discréditer les por-

teurs et porteuses d'une authentique révolte, dans le plus total des mépris : pas beaux, punks à chiens alcoolisés pas propres, voleurs de poule, ultra-violents et j'en passe..., ceci pour la zad. Pour les GJ, c'est à peu près la même chose : ils sont forcément « populistes » (de gauche comme de droite) puisqu'ils se reconnaissent faisant partie du « peuple » (les 99%) face aux « oligarques » (les 1%). On les crédite aussi d'une (bonne?) couche d'anti-sémitisme, de racisme, et de rejet des migrants... Certes, dans un mouvement aussi vaste, aussi spontané, pourront forcément être observés dans certains cas des comportements glaçants (dénoncer des migrants aux gendarmes...) ; ceci ne peut noyer dans l'opprobre un réel mouvement populaire, dont les participants ne se trompent pas d'ennemis : Les GJ savent parfaitement dénoncer les cadeaux aux banques et aux riches, l'évasion fiscale qu'ils/elles co-organisent (et non pas les soit-disant cadeaux aux immigrés) ; ils exigent la justice fiscale... Zadistes et des GJ, subissent les mêmes tentatives de criminalisation, reçoivent en pleine poire le mépris de tous ces membres de l'oligarchie pour qui le problème des fins de mois, des moyens de survivre ne sont même pas imaginables.

Les GJ, comme les zadistes, affrontent d'autres critiques. Alors qu'ils dénoncent tant les méfaits du libéralisme que les institutions et leurs fonctionnements spécifiques, ils sont désigné.es comme anti-démocratiques, ou à tout le moins hors du champ de « notre » démocratie.

Pour exercer leur libre droit de manifester, les un.es et les autres se trouvent systématiquement confronté.es à une violence de la police couverte, encouragée et même organisée par le pouvoir : dès ou avant l'arrivée sur un point de rassemblement, les charges, coups de matraques, gazages, jets de grenades dites « de désencerclement » pleuvent à l'aveugle... ou pas... car le nombre de blessés au visage oblige à penser que les « bavures » ont été anticipées sinon organisées, tandis que Castaner explique aux enfants dans une école primaire (intervention filmée pour une émission de télé) sur quelles parties du corps les flics ont le droit de tirer !

Oublié le devoir des flics d'assurer la protection des personnes, y compris celle des manifestant.es !

Oublié le respect minimum de la vie privée (fouille des coffres de voitures, des sacs, palpations...) !
Oublié le droit de constitutionnel de manifester !
Oublié le principe de la séparation des pouvoirs, quand les consignes pleuvent sur les magistrats !
Et bien sûr, même si les attentats terroristes n'y ont pas été pour rien, tant pour la zad que pour les gilets jaunes, renforcement de l'arsenal répressif par la succession de nouvelles lois de plus en plus liberticides, condamnations ahurissantes (3 ans fermes pour un jet de projectile ?), créant jurisprudences...

Il apparaît alors que l'enjeu pour le pouvoir est la défense du capitalisme financier au profit d'une caste minoritaire dont il est le fondé de pouvoir. Il s'agit de défendre la propriété privée, par la noyade sous les lacrymos des champs de la zad, ou par la protection de quelques vitrines de boutiques de luxe ou de guichets de banque sur les Champs Elysées, ! Et qu'importe si cela se paye par des blessures, des arrestations et des mutilations par centaines !

Zad et GJ, le traitement médiatique est aussi très comparable, avec cette délectation des chroniqueurs et autres présentateurs pour la « violence ».

La première des violences, celle qui génère les révolutions, c'est celle de ce système, qui pousse au suicide des chômeurs, des paysans écrasés de dettes, des employés de la Poste ou des soignants d'hôpitaux ne reconnaissant plus les services publics en lesquels ils ont cru, ce système qui condamne des millions de personnes en France à l'angoisse récurrente et mortifère des fins de mois impossibles.

Et, de même que la question de la « violence », éternellement ressassée dans les micro-trottoirs par exemple, n'inclut jamais ses causes, sa définition y est toujours évacuée. Car qu'est-ce que la violence ? De quoi parle-t-on ? Si l'atteinte à l'intégrité physique ou psychique des personnes est largement condamnée par l'opinion publique, l'atteinte aux biens n'est pas du même ordre. Le jet de boue ou de peinture sur les visières et les boucliers de policiers sur-équipés, pour les aveugler, a bien peu de chances de mettre leur vie en danger. Le sabotage de machines (quelques coups de pinceau ou de marteau sur des radars, un peu de glue dans la fente d'un guichet automatique bancaire...) a toujours fait partie des moyens utilisés lors des ré-

voltes ou des résistances.

Comment alors répondre à la question hors sol, mais récurrente, mille fois assénée, pour créer la confusion et amener les personnes à se désolidariser : « mais enfin, vous condamnez bien la violence ? ». Il faut rappeler que c'est la diversité des participant.es et la diversité des tactiques qui ont permis la victoire à Nddl.

La pérennité du système par le maintien de l'ordre apparaît ainsi comme l'unique raison de la répression contre la zad ou les GJ ; cet ordre, ni les un.es ni les autres ne peuvent le considérer comme légitime, et ils et elles n'en attendent rien, sinon son explosion. En résistant, en manifestant, en s'exposant à la violence des forces du désordre, et à tout ce qui s'en suit (blessures, arrestations...), ils désignent le système comme l'ennemi et « en même temps » franchissent le Rubicon pour le combattre.

Il existe cependant une importante différence en-

tre les deux mouvements : le mouvement anti-aéroport a été large, il s'est construit longuement par l'occupation du terrain mais aussi en intégrant dans la lutte des forces très diverses, il a été soutenu par des centaines de comités partout en France. Ce soutien de toutes les forces pouvant se retrouver dans 90 % des revendications des GJ (justice fiscale et sociales, moyens de vivre...) manque pour l'instant cruellement ; ces forces vont-elles regarder sans rien faire les épisodes prochains, de plus en plus difficiles pour les GJ ? Ces derniers sauront-ils permettre ou susciter une participation de leur part, ou une alliance, sans visée récupératrice ?

Soutiens de la zad ou autres citoyens, ne les laissons pas seuls, ces gilets !

Nous sommes tous des gilets jaunes !

A Saint-Nazaire, le 3 mars 2019

PAR [GENEVIÈVE COIFFARD-GROSDOY](#)

BLOG : [LE BLOG DE GENEVIÈVE COIFFARD-GROSDOY](#)

Elections européennes de Mai 2019 : ATTAC se positionne

Attac a décidé de faire des semaines qui précèdent cette élection un temps d'éducation populaire.

Attac national nous propose de décrypter le fonctionnement actuel de l'U.E, de favoriser les débats à gauche . Pour cela , Attac se veut une force de proposition en posant l'engagement moral et politique de chacun, pour partager de façon horizontale, notre point de vue , amener les gens à se mobiliser et à voter .

Pour nous aider, un kit de campagne va être à notre disposition, des fiches très pédagogiques sont disponibles dans l'espace « vie interne » et surtout la parution du dernier livre d'Attac : « cette Europe malade du néolibéralisme, l'urgence de désobéir » co- écrit par des personnalités d'Attac et de la Fondation Copernic.

Ce livre part du constat que l'U.E traverse une grave crise existentielle qui interroge sur ses fondements mêmes .Partant d'un rappel historique, il tente d'expliquer comment depuis le Traité inaugural de



DECRYPTER
DÉSObÉIR

Rome , à travers d'autres traités comme l'adoption de l'Acte unique de 1986 complété ensuite par les traités de Maastricht en 1992 puis d'Amsterdam en 1997 et Lisbonne en 2007 s'est organisée une rupture dans la construction européenne. Devenue antidémocratique et autoritaire, cette Europe là détourne par sa politique néolibérale outrancière l'intérêt des citoyens, favorise l'émergence préoccupante d'une extrême droite avec des idées xénophobes et nationalistes mais qui reste favorable aux politiques néolibérales .

C'est pourquoi Attac propose de réfléchir aux moyens de redonner un nouveau souffle à l'U.E en vue de la refonder , de favoriser un élan plus social, démocratique et écologique . Ce livre propose comme première alternative, la désobéissance aux Traités .

Premier constat rendant l'enjeu complexe, il n'existe pas de « peuple européen capable de défendre un espace public européen » . L'émergence de cet espace est un processus à construire à travers des mobilisations européennes . Il va s'agir de construire des contre pouvoirs tout en renforçant ceux dont nous disposons : il existe déjà des réseaux européens, Attac d'Europe, Alter Summit, confédération européenne des syndicats...sans oublier les partis politiques représentés au Parlement prêts à soutenir cette dynamique.

Un autre constat s'impose peu à peu , le toujours plus de la fuite en avant des politiques économiques néolibérales commence à montrer des si-

gnes d'essoufflement, .la montée des xénophobies et le regain des tensions nationalistes avec les tentations autoritaires mettent en péril pour les années à venir l'unité européenne au détriment d'un espace politique de coopération entre les peuples. Trois leviers à disposition pour faire évoluer la refondation qui devient incontournable ; le levier institutionnel, l'action des mouvements sociaux, la rupture au niveau national. C'est là que va se situer pour nous l'action : entre une soumission à la situation actuelle, une sortie plus qu'hasardeuse de l'U.E, reste le choix pour les peuples européens d'un affrontement avec les institutions européennes et les marchés financiers s'appuyant sur les mobilisations populaires .

Notre travail militant va consister à faire connaître et encourager ce positionnement. Localement, à nous d'organiser en fonction de nos forces vives mobilisables, une conférence /débat, ou des cafés/débats à partir d'une fiche , un atelier d'arpentage pour faire découvrir assez vite le livre etc...

Le 9 Mai 2019 sera entre autre la Journée Européenne. L'occasion pour les militants de faire connaître au moment des mobilisations sociales locales notre vision du futur européen et engager le débat. On nous a aussi proposé d'organiser un « lobby tour » en ville ou sur une place de Mairie devenant symboliquement pour l'occasion le Parlement Européen et ce en vue de dénoncer les puissants réseaux d'influence auprès des Parlementaires.

Nicole Attac 23

DOSSIER FERROVIAIRE en Limousin

Réunion publique St Junien du 05 Mars 2019

Le 5 mars dernier, le comité Régional de vigilance Citoyenne organisait une réunion publique à St Junien.

Plus de 100 personnes étaient présentes et ont débattu sur le ferroviaire en Limousin et plus particulièrement sur la Ligne Limoges – Angoulême. Un réel succès aussi bien sur la quantité que sur la qualité des échanges.

Une première réunion de ce genre avait déjà eu lieu en novembre à Eymoutiers sous l'impulsion d'élus appartenant aux organisations de ce comité de vigilance. Déjà à Eymoutiers le succès était au RDV. Preuve que le ferroviaire est au cœur des sujets de sociétés et des préoccupations des citoyens et en particulier des citoyens des territoires ruraux qui composent le limousin.

Les échanges se sont déroulés durant plus de 2 heures. Tout d'abord, un retour a été fait sur la situation de la ligne que la habitants de la porte océane commence à connaître : fermeture de la Ligne Limoges - Angoulême, lutte des élus contre la mise en place du butoir à Saillat et retour sur la lutte exemplaire des cheminots au printemps 2018. Nombreuses interventions ont eu lieu dans la salle, et à la tribune.



On pourra noter en particulier l'intervention à la tribune de Clément qui est usager et non voyant. Pour lui aujourd'hui, il est trop compliqué de prendre le train. Les horaires ne correspondent pas aux besoins de déplacement des usagers comme les étudiants et les salariés qui embauchent à des heures variables. « *Moi je suis aveugle, je n'ai pas le droit de prendre le train pour aller à Angoulême. Le comble, le site de vente de billet propose la voiture plutôt que le train, il indique un bilan carbone pour le train et pas pour la voiture ce qui est un peu bizarre ! Tous les horaires ne figurent pas sur le site, en tant qu'enseignant je ne peux pas organiser de sorties scolaires sur Limoges. Nous voudrions être encore plus usager que nous le sommes !* »

Un groupe de Gilets Jaunes réfractaires de St Julien a également pris la parole pour dénoncer la casse de tous les services publics (santé, éducation, transports, ...) et pour présenter leur propositions d'actions pour le ferroviaire, notamment la mise en place d'une pétition qui a fait l'unanimité des personnes présentes. Avec la pétition, ils souhaitent créer un comité de ligne « Collectif gare à nous ». Les gilets jaunes de Charentes sont ok pour participer à une initiative commune. Ils considèrent l'attaque contre les services publics comme une discrimination sociale. Le groupe a souhaité réaffirmer la volonté de convergence avec l'ensemble des organisations qui défendent les mêmes intérêts.

D'ailleurs le thème de la convergence a été repris dans la quasi-totalité des interventions.

La problématique du transports de marchandises est aussi revenu à plusieurs reprises dans les débats avec notamment la question de l'environnement. Comment peut-on parler constamment d'enjeux environnementaux, de réduction d'émission de gaz à effet de serre, et continuer à tout faire pour mettre des camions sur les routes. C'est d'autant plus aberrant quand on est sur une ligne qui est un corridor Est ouest européen (Atlantique méditerranée / atlantique europe de l'est). Et où on a également de gros sites industriels qui aujourd'hui souhaitent faire du transport de marchandises par le rail y compris du local mais à qui aucune pro-

position raisonnable de transports ferroviaires n'est faite. D'ailleurs Jacques BERTRAND, le maire de Saillat, l'a redit : *"Pour le FRET, le coût des péages T/km est 300 fois plus élevé pour le train que pour le camion, les camions ne payent pas l'infrastructures alors que les chargeurs ferroviaires oui, comment voulez vous que les industriels fasse du transport par le fer dans ces conditions"*

La responsabilité du conseil régional a également été abordé avec une vision bordelaise de la ruralité en rappelant les propos d'Alain Rousset dans le cadre de la métropolisation « le Limousin sera l'arrière-pays des Bordeaux » .

Pour conclure, l'ensemble des participants étaient d'accord pour dire qu'une partie des décideurs sont à Bordeaux et que l'on ne pourra se passer de les interpeller si l'on veut pouvoir continuer à vivre en limousin en bénéficiant de mêmes droits où que l'on soit en Nouvelle Aquitaine. Tout cela dans le cadre d'une convergence de l'ensemble des organisations représentées à cette réunion.

Conférence publique ferroviaire du 6 avril

Dans la continuité des réunions publiques organisées sur l'ensemble du territoire limousin. Le comité de vigilance organisait le 6 avril 2019 une conférence publique régionale sur le thème: le ferroviaire un enjeu d'avenir pour nos territoires.

Était invité Vincent DOUMEYROU, auteur de « la fracture ferroviaire : pourquoi le TGV ne sauvera pas le chemin de fer ». Vincent DOUMEYROU est

revenu sur l'histoire du chemin de fer et sur les raisons qui ont amené à la réunification des réseaux au début du 20ème siècle. Raisons qui sont encore valables aujourd'hui mais que les gouvernements successifs depuis plusieurs décennies ont du mal à entendre. S'en est suivi un débat autour du maintien et du développement du ferroviaire en limousin avec comme perspectives à court terme la validation de la plénière du conseil régional à Bordeaux le 12 avril . Une motion a été établie et validé au cours de cette conférence portant un certain nombre de revendication pour le ferroviaire dans notre région.



Parmi les revendications on pouvait retrouver : le retrait de la baisse de dotations de 10% dans la convention TER, le maintien des gares, des guichets et des lignes, l'ouverture de la gouvernance de la convention TER aux usagers, le maintien de centres de décisions à Limoges, la réouverture des transversales Nord et Sud vers Lyon,

Mobilisation à Bordeaux le 12 avril

Cette motion a été portée le 12 avril par les cheminots en grève ainsi que des membres des différents organismes composant le comité de vigilance. Environ 500 personnes de l'ensemble de la région Nouvelle Aquitaine ont manifesté entre la gare de Bordeaux St Jean et le conseil régional Nouvelle Aquitaine. Deux bus du Limousin avaient fait le déplacement (pas de trains : grève oblige!!!). Dans nos bus

du Limousin on pouvait compter des cheminots, des militants politiques et d'associations qui composent le comité de vigilance dont ATTAC fait parti, mais aussi des Gilets Jaunes de St Junien qui dénoncent comme nous



la casse du service public dans nos territoires. Les limousins ne sont pas des citoyens de seconde zones et payent les impôts dans les mêmes conditions que l'ensemble des contribuables français. N'en déplaise à M. Rousset, le limousin n'est pas l'arrière pays de Bordeaux. Le groupe « Génération S » a présenté lors de la plénière du conseil régional un amendement basé sur la motion du comité de vigilance. Cette mobilisation a permis de mettre la pression sur le conseil régional qui a affiché une volonté de financement des lignes ferroviaires plus fortes que prévu mais en co-financement avec l'état sans pour autant revenir sur le contenu de la convention TER. Il n'y a donc aucune certitude à l'heure actuelle sur le devenir de nos lignes et le maintien de la pression reste nécessaire. A suivre...

BLT

Derniers Livres d'Attac

Anniversaires, fêtes, Noël, mariages, communions,

À cours d'idées pour des cadeaux originaux. Autant joindre l'utile à l'agréable et faire quelques cadeaux engagés. L'éducation populaire commence dans notre entourage !!!!!

Ci-contre quelques exemples des dernières publications d'ATTAC. A retrouver sur les stands des groupes locaux d'Attac

<https://france.attac.org/nos-publications/livres/>



#PasAvecNotreArgent : Action Attac 23/87 Mc Crado La souterraine



Le samedi 13 avril, était planifiée une action commune des groupes locaux Attac23 et Attac87 sur le thème de l'évasion fiscale. Le travail des groupes locaux, s'est aussi de faire des choses en commun dans la bonne humeur et dans des villes où finalement on ne va pas si souvent.

Nous avons donc organisé une campagne d'information sur l'évasion fiscale sur le site du Mc Donalds de la Souterraine. L'occasion de dénoncer une fois de plus les pratiques des multinationales comme Mc Donald's, mais aussi Amazon et Total. D'ailleurs nous avons remis aux clients du fast-food des bons de réductions de 50% pour faire des achats chez Amazon et Total avec code « Impunité2019 ».

Les bons de réductions ne sont pas restés sans réactions puisqu'au dos des bons sont expliqués les pratiques de ces deux multinationales.

Au moment où le gouvernement fait la promotion de sa taxe GAFA qui reste bien faible par rapport aux enjeux, cette action a permis d'informer quelques citoyens.

Globalement l'accueil était chaleureux aussi bien auprès des clients que des salariés. Une nouvelle fois notre action s'est révélée bien utile puisque nous avons pu constater que certaines personnes n'étaient pas au fait des pratiques des multinationales.

Les enfants ne sont pas restés en reste puisqu'on leur a remis des billets de 60 milliards, utilisable au caisse du fast-food d'après le gérant, et des autocol-

lants. Un moyen ludique pour faire passer les messages. Puisque les autocollants de la campagne font le lien entre évasion fiscale et baisse des services publics (manque de personnel dans les hôpitaux par exemple), mais aussi mettent en avant les

pratiques des multinationales sur leurs salariés, d'un côté les actionnaires empochent toujours plus et de l'autre côté, les salariés comme chez mcdonald's gagnent le minimum avec des conditions de travail souvent bien difficile pour ne pas dire plus.

Ce moment s'est terminé par un pique nique au bord de l'eau pour renforcer les liens entre les militants des deux groupes haut-viennois et creusois. C'est ça aussi le militantisme, des bons moments entre copains. Alors

n'hésitez pas à venir la prochaine fois. !!!!

BLT

<https://france.attac.org/se-mobiliser/stop-impunite-des-multinationales/>



Appels à dons Frais de justice Geneviève LEGAY

Attac France héberge sur son site internet un appel à dons visant à couvrir les frais de justice de Geneviève Legay. Dans le cas où le montant récolté serait supérieur à celui nécessaire, en accord avec la famille, le surplus servira aux frais liés à la plainte déposée par Attac France, puis à couvrir des actions similaires.

<https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/appel-a-dons-pour-les-frais-de-justice-de-genevieve-legay>



Formation Thierry Brugvin 25/05: « La démocratie associative , une exigence et une condition du renouveau des associations et du modèle associatif ? »

Historiquement l'association s'est construite sur un modèle d'engagement collectif, égalitaire et démocratique. Comme toute entreprise collective, comme toute organisation l'asso subit l'influence des modèles économiques et sociaux dominants et des décisions et des représentations qui l'accompagnent.

Nous chercherons à approfondir ce que recouvre en principe et en réalité la démocratie associative, quels principes et outils pour la faire vivre et son intérêt pour l'avenir de l'engagement associatif et les rôles de contre modèle social que les associations peuvent avoir .

La démocratie associative sera abordée selon 3 perspectives : politique, psycho-sociale et organisationnelle.

Méthodes :

- Témoignage de T B et d'autres acteurs associatifs locaux
- Mise en parallèle avec l'expérience des participants
- Travail en atelier sur méthodes et principes
- Synthèses et boîtes à outils d'une vie associative démocratique

cratique

Horaires : accueil à 9 h 30' de 10 h à 17 h 30'

Déjeuner sur place : chacun apporte quelque chose , cuisine équipée et salle à manger à disposition.

Lieu : ENEP 51 Rue de la Filature ZA du Prouet 87350 PANAZOL

Public : cette formation est ouverte en priorité aux administrateurs et membres des associations adhérentes à la Maison des Droits de l' Homme ou du RADSJ Nouvelle-Aquitaine, des étudiants de l'ENEP et des administrateurs d'associations limousines.

Financement : cette journée de formation est financée dans la cadre d'une subvention du FDVA, la participation est libre et gratuite sous réserve de s'inscrire auprès de 05 55 35 81 24 ou au 06 83 43 49 95

Organisateurs : ATTAC, Maison des droits de l'Homme, ENEP .

Voir également la conférence débat du vendredi soir en page 2 de ce bulletin

A G E N D A M I L I T A N T

HAUTE - VIENNE

- 24 mai 20 h à l' IF Irrésistible Fraternité 8, rue Charles Gide 87 000 Limoges : conférence débat Thierry BRUGVIN—« *Crise de la démocratie ? Crise des démocraties ? Quel avenir ?* » 24 mai entrée libre organisé par ATTAC, Artisans du Monde Maison des Droits de l'Homme avec l'aimable collaboration de l' Irrésistible Fraternité
- 25 mai de 9 h 30 à 17 h 30 , formation gratuite « La démocratie associative , une exigence et une condition du renouveau des associations et du modèle associatif ? »
- 9 juin : Foire bio cochenille site du mas de l'age à Couzeix
- 29 juin : au ciné bourse de St Junien avec les amis du monde diplo — nuit "Fin du mois, fin du monde... même combat!" (15h-1h du matin) - suivre le programme du ciné-bourse pour les détails

Réunions d'Attac 87 les 1er lundi du mois à 18h15 à la MDH de Limoges— contact : attac87@attac.org

CREUSE

- Jeudi 9 Mai: 10h30 devant la Préfecture, Attac 23 participera au rassemblement avec ses propres affiches et banderoles concernant les lobbies et le Parlement Européen .
- Lundi 13 Mai :Alter Café 18h à Braconne à Guéret : "quelques rappels concernant l'U.E"
- Vendredi 24 Mai, participation individuelle à la grande mobilisation pour défendre le climat.
- Jeudi 6 Juin :CA Attac 23 18h à Braconne
- Dimanche 15 septembre : Foire bio Colchique à Courtille (Guéret)

Réunions du groupe Attac 23 - Contact : attac23@gmail.com

CORREZE

Réunions d'Attac 19 Contact : [F. Perrin 06.83.72.81.08](mailto:F.Perrin.06.83.72.81.08)

H O R S P E R I M E T R E

- Contre le G7 et son monde un Sommet alternatif au Pays basque du 19 au 26 aout à côté de Biarritz <https://france.attac.org/agenda/article/contre-le-g7-et-son-monde>